

## Civil Dialogue Group (CDG) Viande de porc, Bruxelles, 19 octobre 2018

### Un vrai discours au faux endroit : faut-il tenter d' « évangéliser le diable » ?

Lors de ce groupe de dialogue civil j'ai eu l'occasion de présenter, pour introduire un débat, des scénarios en discussion pour rendre la filière porcine durable. Cette revue au pas de course de quelques scénarios d'avenir pourrait intéresser plus d'un, c'est pourquoi je commence ce petit compte-rendu personnel avec mon texte, et je rajoute un rapide aperçu de quelques autres éléments de la séance à la fin. Je remercie une collègue d'avoir soutenu mon « courage » d'étaler une opinion aussi divergente devant les lobbyistes de l'exportation de produits animaux et de gaspiller la force de ma voix à tenter d' « évangéliser le diable », ce qui évidemment – elle insiste - n'était qu'une métaphore quant à mon entreprise, loin d'elle de considérer les personnes présentes comme des diables (rires). C'est que tout espoir n'est pas perdu. A vrai dire, les producteurs primaires ne sont qu'un maillon dans ce gigantesque enchevêtrement d'absurdités. Par exemple, des tripes de porcs européens partent en Chine et certains reviennent mélangés à des tripes de porcs chinois alors que toute la filière tremble à l'idée qu'un grand pays exportateur pourrait être touché par la fièvre (ne dites pas peste) porcine africaine ce qui fermerait brutalement les marchés des pays tiers, avec comme conséquence l'inondation du marché européen et l'effondrement des prix. Le cas belge de PPA serait bien dû à un facteur humain (tiens). Mais quel espoir, à l'opposé, si la Chine, touchée par la maladie, massacrait un grand nombre de ses porcs et se mettait à importer massivement ! Que diable, quelle roulette russe ! La Commission ne sait pas combien de porcs domestiques (sains) ont déjà été tués en Europe pour éradiquer la maladie.

## Scénarios en discussion pour rendre la filière porcine durable

*Introduction aux échanges par Anne Vonesch, Bureau Européen de l'Environnement.*

### Introduction

Lorsque j'ai demandé de mettre à l'ordre du jour la question de la durabilité de la filière porcine, j'avais imaginé que la Commission pourrait inviter un scientifique qualifié, cela n'a pas été le cas, donc j'assume mon rôle. En effet, au fil des réunions des Groupes de Dialogue Civil je suis frappée par l'immense fossé qui existe entre l'approche économique par la balance commerciale et les coûts de production qui s'y pratique, et les contraintes réelles, environnementales et en matière de bien-être animal. Donc je voudrais confronter ce qui s'y passe avec quelques scénarios d'avenir<sup>1</sup>.

En introduction, **le concept des frontières planétaires** (2015). Le constat est que le régime alimentaire occidental dépasse ce que la planète peut fournir à chacun de ses habitants. Le dépassement des frontières planétaires concerne la surface agricole nécessaire pour produire ce régime alimentaire, les GES (Gaz à Effet de Serre) émis, les excédents et le gaspillage d'azote et de phosphore, et d'autres impacts comme la perte de biodiversité et l'atteinte aux ressources eau et à

---

<sup>1</sup> Un résumé un peu plus détaillé se trouve pour la plupart des études mentionnées sur <http://collectifpleinair.eu/quel-avenir/animaux-delevage-plus-ou-moins/>.  
Quant aux plus récentes, un résumé plus détaillé sera publié ultérieurement sur le site.

la qualité de l'air. L'OMS recommande 50 g de protéines par jour, sans spécifier l'origine. Le système actuel est un immense gaspillage structurel qui n'est pas durable.

### Quelques scénarios d'avenir

Le rapport de la FAO « **l'ombre portée de l'élevage** » de 2009 avait marqué les esprits. Ses préconisations étaient d'intensifier l'élevage, de le rendre plus efficient et de mieux répartir les activités d'élevage dans l'espace, c'était une approche très industrielle. L'augmentation de la demande de viande dans les pays émergents était actée. En 2014, Olivier de Schutter soumet aux Nations Unies son **rapport sur le droit à l'Alimentation**. Il écrit : « ... *presque toutes les études montrent que les problèmes environnementaux causés par l'élevage ne pourront être résolus sans une réduction de la demande de produits animaux.* » Ce serait l'heure de l'agroécologie et d'un renouveau de la gouvernance, donnant priorité à la protection sociale. Le renouveau n'a pas eu lieu. Quant à l'Union européenne, elle prévoit de détruire encore 18 % des emplois agricoles en 10 ans (jusqu'en 2026). Aussi, près des 2/3 des céréales utilisées en Europe servent à l'alimentation animale, ceci dans le cadre d'une dépendance des pesticides qui n'est en aucun cas durable. Comme le dit l'IPES Food aujourd'hui : « *Alors que l'UE s'est engagée d'aligner toute ses politiques avec les objectifs de climat et de développement, la politique commerciale de l'UE encourage les agriculteurs dans des secteurs à émissions élevées comme la viande et le lait à chercher de nouveaux débouchés à l'export.* » IPES Food demande une politique commune de l'alimentation.

En 2016, la FAO et le **Réseau pour la Recherche Aliments et Climat** préconisent que les Etats soient porteurs de recommandations nutritionnelles qui intègrent l'impact sur l'environnement. Ce n'est absolument pas le cas. En fait, les recommandations nutritionnelles s'adaptent aux habitudes culturelles et très largement aux industries alimentaires.

En France le bureau d'études Solagro a développé un scénario d'avenir nommé **Afterres 2050** qui se base sur la définition d'un régime alimentaire sain pour les Français et qui adapte ensuite la production et l'occupation des terres pour fournir cette alimentation saine, maintenir une certaine exportation et une production d'énergie, et adopter l'agroécologie. En gros, l'évolution alimentaire préconisée est qu'un tiers des protéines soient d'origine animale, ce qui est un objectif très modéré. Or aujourd'hui en France environ un tiers des calories sont d'origine animale. Le passage d'un tiers en calories à un tiers des protéines permet de diviser le cheptel par deux et d'avancer très fortement vers l'agroécologie.

Une autre étude française évalue les flux d'azote, de phosphore et de carbone à l'échelle de 33 régions agricoles en **évaluant les agro-systèmes**. Cette étude montre bien la différence entre une évaluation de l'impact environnemental par kilo de produit (où l'intensification est gagnante) et une évaluation par hectare (où l'agriculture biologique est gagnante). En conclusion, si nous voulons vivre dans des écosystèmes sains et fonctionnels, il faut diminuer et extensifier les productions animales.

**L'ENA European Nitrogen Assessment** se penche sur les fuites d'azote dans l'agriculture européenne, et une des préconisations, dès 2011, est de réduire la consommation de protéines animales. L'efficacité de l'azote est bien meilleure pour les productions végétales. En 2015 le rapport spécial 'L'azote à table' développe cette idée<sup>2</sup>. La question déterminante est donc comment compenser économiquement une forte régression des activités d'élevage. Le gros risque est que la

---

<sup>2</sup> La moyenne européenne de protéines dépasse d'environ 70 % les recommandations de l'OMS, et les graisses saturées les dépassent de 42 %. Selon un scénario de verdissement, lorsque la consommation de productions animales (toutes confondues) baisse de 50 %, les émissions de N<sub>réactif</sub> de l'agriculture européenne sont réduites de 40 % : l'ammoniac baisse de 43 %, le protoxyde d'azote de 30 % et les nitrates de 36 %.

baisse de la consommation en Europe soit compensée par l'exportation. C'est effectivement ce qui se fait dans l'Union européenne – et ce qu'il ne faudrait pas faire.

Jusqu'ici nous avons surtout vu deux stratégies pour maîtriser les impacts : **l'efficience en lien avec l'intensification**, et **la réduction de la consommation d'animaux**. Une troisième stratégie est la **non-concurrence entre alimentation humaine et alimentation animale**, modélisée dans **une étude autour du FIBL**. Son scénario utilise pour l'élevage uniquement des aliments non consommés par les humains : herbe, co-produits, déchets. Les impacts environnementaux sont fortement réduits, le cheptel bovin augmente un peu, alors que les cheptels de porcs et volailles s'effondrent dans ce scénario de durabilité. A noter que ce scénario vient des pays alpins.

La majorité de ces études écrivent quelque part que **la biodiversité et le bien-être animal** sont des critères importants mais qu'on ne sait pas trop comment s'y prendre pour les intégrer. Certains scénarios s'y lancent.

Les menaces sur la biodiversité peuvent s'exprimer en termes de **déforestation**. **L'étude prospective Agrimonde-Terra** porte sur la sécurité alimentaire et l'utilisation des terres en 2050 au niveau mondial, lorsque nous serons 9,7 milliards d'hommes. Quant à la déforestation elle fait un double constat. Premièrement, plus on consomme de produits d'origine animale, plus il y a de déforestation. Deuxièmement, l'intensification des productions animales est un moyen pour réduire la déforestation. Le seul scénario assurant la disponibilité d'une alimentation saine repose sur la diversification de notre nourriture et un apport modéré de produits d'origine animale. En 2050 dans le régime le plus sain, les produits animaux seraient à 13 % des calories – donc trois fois moins qu'aujourd'hui en France.

**Une étude néerlandaise** étudie comment optimiser l'utilisation des terres agricoles pour nourrir une population croissante. Ici nous avons affaire à la biodiversité, puisqu'un des objectifs est de préserver des terres marginales. Plus la part animale augmente, plus il faut de terres. L'optimum est à 12 % de la part animale des protéines, c'est très peu ! Si on veut plus de viande, il faut que les porcs viennent en renfort des bovins. Les co-produits pour les monogastriques ne sont pas si évidents parce qu'ils peuvent venir en concurrence avec le retour au champ des sources de carbone.

**Une étude suédoise** a porté sur une alimentation respectant les frontières planétaires (avec difficultés) : 0,21 ha de terre arable par habitant en 2050. En même temps ce scénario met en œuvre le respect pour la biodiversité et pour l'animal : pâturage pour tous les bovins, porcs en plein air et souche mixte de poulets (ponte et viande).

**Une étude de l'IDDRI** teste un concept où l'Europe serait convertie en agriculture biologique, avec 10 % des surfaces en infrastructures agroécologiques, donc pour la biodiversité, et sans engrais de synthèse. Cette hypothèse intéressante a besoin de l'élevage et fonctionne avec une baisse de 40 % des produits animaux.

Comparé aux études évoquées, les travaux du programme **AnimalChange** (réduction du changement climatique et adaptation), paraissent être prisonniers du business as usual, réduisant les impacts par des moyens agronomiques et technologiques en sachant pourtant que ces réductions seront dépassées par l'augmentation du cheptel, qui ne semble pas être remise en question.

Il faut mentionner **le BREF** concernant les Meilleures Techniques Disponibles en élevage intensif de porcs et de volailles ; ce document encadre les autorisations des grandes unités d'élevage mais n'a rien à voir avec la durabilité, c'est une catastrophe.

Deux études prospectives récentes sont prometteuses. **Future Nordic Diets**, du Nordic Council of Ministers étudie comment les terres des pays scandinaves peuvent nourrir leur population (croissante) avec un régime alimentaire sain et dans les règles de l'agriculture biologique faisant la part belle à la luzerne et évitant soit totalement soit de manière plus limitée la concurrence alimentaire. Les scénarios prévoient une réduction de 90 % respectivement de 81 % de la

consommation de viande (incluant cependant un repas de poisson 'durable' par semaine). La variante avec un peu plus de viande peut nourrir davantage de personnes, notamment en mobilisant les pâturages extensifs de Norvège. Or il faut nourrir les animaux durant l'hiver. Cette approche prend enfin au sérieux le devoir d'intégrer l'environnement dans les recommandations nutritionnelles.

L'étude de **RISE** cherche à répondre à la question suivante : quelle marge de manœuvre pour les productions animales, entre besoins alimentaires et contraintes environnementales ? La réponse est qu'il faut continuer à réduire les impacts (mais c'est long et difficile) et qu'il faut aussi réduire la production et la consommation. Certes, cela met les producteurs mal à l'aise, mais c'est incontournable ; il faut donc encourager une consommation durable, soutenable et aider la filière à se restructurer.

Toutes ces études traitent des productions animales globalement, consacrant une grande part aux ruminants et une part complémentaire aux monogastriques. Qu'en est-il de la **comparaison des impacts entre ruminants et monogastriques** ? Faut-il remplacer l'un par l'autre ? On rencontre des idées contradictoires. Ces comparaisons sont fortement biaisées par les énormes différences entre systèmes d'élevage de ruminants, et par des incertitudes majeures. Notamment, le stockage de carbone par les prairies pourrait arriver à un niveau de saturation. Donc prudence. Par ailleurs, le niveau de bien-être des porcs aujourd'hui est tellement bas que le système est en soi ni durable ni acceptable. Il faudrait revenir à une moindre prolificité des truies, à un sevrage beaucoup plus tardif et à des conditions de vie qui permettent aux animaux de bouger (bouger c'est la santé), de sortir, d'explorer et d'exercer leurs capacités cognitives, ce qui se traduirait forcément par un indice de consommation nettement plus élevé. Il y a des incompatibilités entre efficacité et bien-être. On ne peut pas faire l'Analyse de Cycle de Vie d'un être vivant et sensible comme on peut le faire pour une bagnole.

Je ne pense pas que **les consommateurs et contribuables** auront la moindre envie de payer pour des adaptations techniques dans ce que nous appelons des fermes usines : élevage de précision, installation de capteurs à tous les niveaux de la porcherie, sélection par la génomique, ventilateurs dernier cri, automatisation et économies d'échelle, clôture de biosécurité infranchissable. Les consommateurs-contribuables prennent de plus en plus conscience qu'ils veulent voir des animaux dans un beau paysage, et une amitié homme-animal, pas des éleveurs-gardiens de prison. Le rôle de la politique est d'assurer des prix justes, c'est un changement de paradigme pour une politique commune et responsable de l'alimentation.

## Conclusion

Un point très important est **une évaluation réellement multifactorielle** incluant en plus des gaz à effet de serre et des flux d'azote et de phosphore aussi le bien-être animal, la biodiversité, la qualité de l'eau et de l'air, les résistances aux antibiotiques,... La Commission nous dit souvent que l'Europe porte, au niveau international, certaines valeurs, il faut aujourd'hui **que l'Europe porte au niveau international le message que la consommation de produits animaux dans le modèle alimentaire occidental n'est pas durable et qu'il faut la réduire**, et que non seulement elle porte le message, mais aussi qu'elle l'applique. Ce qui signifie de se donner une politique agricole qui remplace une soi-disant compétitivité complètement absurde par des stratégies de bien-être social.

Réaction de la Commission : on s'attendait à des « meilleures techniques », or c'est un document politique. La Commission ne détruit pas des emplois, elle s'applique à diminuer les pertes d'emploi et les atteintes à l'environnement, et elle développe l'agriculture biologique. Je réponds que les meilleures techniques telles qu'ils sont dans le BREF (qui n'a rien de durable) ne suffisent pas, et le rapport de la Cour des comptes européenne sur le verdissement a bien montré que la politique agricole n'a pas protégé l'environnement.

C'est la fin de la séance, tout le monde s'en va... on reste sur des opinions différentes et tranchées. A noter que pour l'élection des présidents des Groupes de Dialogue Civil nous avons été 4 représentants à nous abstenir (EEB, Eurogroup for animals et IFOAM) et 30 votants de Copa-Cogeca, de l'industrie et du commerce en faveur de leurs représentants. Le fait est que le financement de ces Groupes de Dialogue Civil par l'Europe (avec interprètes et remboursement des frais) est conditionné par la présence de la société civile puisqu'il ne faudrait pas que la Commission paie des rencontres entre lobbyistes.

---

Quant au reste de cette journée du 19 octobre consacrée au marché de la viande porcine :

Je renvoie les intéressés sur les sites européens du **Meat Market Observatory** et du **EU crops Market Observatory**. Sachez encore que le traité commercial validé avec le Japon est très apprécié par les industriels du porc. Il a aussi été question d'accès aux marchés du Mexique et du Mercosur.

Une nouvelle intéressante, positive, vient de la présentation du **Grouphousenet (voir le site)**, un projet COST (European cooperation in science and technology), présentée par Armelle Prunier de l'INRA de Rennes. Elle est connue pour des travaux constructifs concernant l'avancement du bien-être animal. Ici, **le thème est de prévenir des comportements dommageables chez des porcs et des poules logés en groupe, à savoir les morsures des queues et des oreilles des porcs et le picage de plumes et le cannibalisme chez les poules pondeuses**. Ces comportements ne sont pas à confondre avec des comportements agressifs (pour obtenir une ressource ou pour monter dans la hiérarchie). Il s'agit de perturbations comportementales liées à la frustration des besoins comportementaux naturels liés à l'alimentation et à l'exploration du milieu. Ce projet COST ne consiste pas à faire de la recherche (il existe suffisamment de travaux !) mais à porter les connaissances acquises chez les praticiens et auprès de l'industrie et du commerce et à créer des liens entre scientifiques intégrant des pays moins engagés dans ce type de recherche.

A mon avis, évidemment, tout cela, c'est ce qu'il faut faire. Le fossé entre connaissances scientifiques et pratiques des éleveurs est énorme. J'ai dit que s'il est aussi long à franchir c'est qu'il y a des barrières. D'une part les organisations de producteurs empêchent que la vérité arrive aux oreilles des éleveurs (passionnés par leur métier etc. on connaît la musique), et d'autre part (je n'ai l'ai pas dit) les scientifiques ne semblent guère oser dire toute la vérité parce que, il me semble, cela ne se fait pas en France de bousculer un éleveur. Lui dire la vérité semble encore et toujours particulièrement difficile, et l'idée prévaut que ce serait de toute manière inefficace de critiquer frontalement. Or, plus longtemps la vérité n'est pas dite, plus il devient difficile de la dire. Le respect c'est bien, l'autocensure non. Loin de moi de critiquer Mme Prunier dont le travail est remarquable, mais j'aurais souhaité qu'elle dise clairement que le caillebotis intégral et la forte densité rendent particulièrement difficile d'éviter la frustration comportementale des porcs. Je sais comme tout le monde que le caillebotis intégral existe et qu'il ne disparaîtra pas par magie, mais il est d'autant plus dramatique, et je l'ai dit, qu'en France on construise encore et toujours de nouvelles porcheries sur caillebotis intégral (et qu'on en fasse même la publicité) empêchant un enrichissement conséquent du milieu ainsi que le confort physique et thermique prescrits (!) par les normes minimales.